

Lyns-Virginie Belony

Université de Montréal

Le 27 juillet 1915, le président haïtien Vilbrun Guillaume Sam s'inquiétait de la situation dans le pays. En effet, on le soupçonnait d'avoir autorisé, quelques jours auparavant, l'exécution de plus de 167 prisonniers politiques dans un pénitencier de Port-au-Prince<sup>[1]</sup>. Aussi, craignant désormais les représailles, le président avait pris la légation française comme refuge<sup>[2]</sup>. Il était pourtant trop tard. Dans un geste de colère, une foule armée décida d'ignorer toutes conventions internationales d'usages et se précipita dans le bureau diplomatique. Sans attendre plus longtemps, ils saisirent le président caché dans les toilettes de l'édifice. Ils l'emmenèrent dans la rue, le tuèrent puis démembrèrent son corps avant de l'exhiber dans les rues de Port-au-Prince<sup>[3]</sup>. Quelques heures plus tard, profitant de la confusion qui avait accompagné l'assassinat du président, une flotte américaine qui patrouillait sur les côtes haïtiennes depuis le 15 juillet profita de cette occasion inédite. Le Corps des Marines américains saisit la ville de Port-au-Prince<sup>[4]</sup>. D'un coup, la souveraineté du premier pays indépendant de l'Amérique latine n'était plus. C'était le début d'une occupation militaire qui allait s'étendre sur une période de 19 ans.

Si l'assassinat de Guillaume Sam ne permit en réalité qu'à offrir un prétexte aux États-Unis pour mener à bien leurs politiques interventionnistes dans cette région<sup>[5]</sup>, la nouvelle de l'occupation d'Haïti suscita toutefois peu d'indignation chez les Américains. En effet, on reprochait à la république caribéenne l'instabilité politique qui la caractérisait. L'historien John W. Blassingame souligne d'ailleurs que plusieurs périodiques américains se présentaient généralement favorables à cette intervention<sup>[6]</sup>, puisqu'à leur avis, Haïti représentait bien l'insuffisance des peuples noirs à se diriger eux-mêmes<sup>[7]</sup>.

Pour les Noirs américains, eux aussi prisonniers d'un discours raciste similaire à celui utilisé contre Haïti, ce déploiement militaire dans l'île caribéenne était reçu avec une ambivalence. En dépit des nombreuses répercussions de la Révolution haïtienne dans l'imaginaire noir américain, depuis les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, les intellectuels afro-américains avaient cultivé une vision généralement négative d'Haïti étant donné l'incapacité apparente de la république de s'inscrire dans un projet étatique basé sur l'autorité de la loi<sup>[8]</sup>. Haïti n'était pas, à leur avis, parvenue à démentir les préjugés retenus contre elle et n'illustrait en rien un exemple de l'ingénuité noire<sup>[9]</sup>. Ainsi, alors qu'une occupation militaire prenait son cours en Haïti, les Noirs américains, comme le public américain en général, acceptait cette nouvelle ingérence américaine outremer.

Au mépris de ce constat, une association militant en faveur des droits civiques brisa cette indifférence. Fondée en 1909 à New York par des progressistes blancs et noirs, mais dont la proportion noire américaine s'imposa graduellement dans des postes de prestige, la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP), critiqua et milita principalement, entre 1915 et 1922, pour une fin à l'occupation américaine d'Haïti. W.E.B. Du Bois et James

Weldon Johnson, deux figures emblématiques de la communauté noire œuvrant au sein de l'organisation, dénoncèrent avec véhémence l'occupation d'Haïti. En 1920, l'organisation lançait une offensive d'envergure lorsqu'elle envoya James Weldon Johnson, alors secrétaire de la NAACP, en Haïti pour mener une enquête qui devait aboutir à des efforts conséquents pour transformer l'opinion publique américaine sur l'occupation. Jusqu'à présent, plusieurs historiens ont jugé que la NAACP, à travers ses principaux interlocuteurs, fut inspirée par des considérations de solidarité raciale en adhérant à la cause de la souveraineté haïtienne<sup>[10]</sup>. En effet, le nationalisme noir en vogue à l'époque aurait constitué le principal moteur du militantisme assuré de W.E.B. Du Bois et James Weldon Johnson<sup>[11]</sup>.

L'objectif du présent article est de dépasser le cadre de la solidarité raciale afin d'illustrer la complexité du travail mené par W.E.B. Du Bois et James Weldon Johnson. Par conséquent, ce texte se prête à un examen plus attentif du contexte sociopolitique américain entre 1915 et 1922. Sans toutefois écarter l'importance de la solidarité raciale, il sera démontré que l'intérêt pour Haïti répondait aussi à des considérations domestiques immédiates: pour la NAACP, la dénonciation de l'occupation américaine d'Haïti représentait d'une part, une opportunité de discuter des problèmes sociaux touchant les Afro-Américains, et d'autre part, une occasion de renforcer sa position domestique aux États-Unis.

Dans cette perspective, nous entamerons une réflexion développée selon deux axes principaux. Tout d'abord, l'exposé portera sur une lettre envoyée par W.E.B. Du Bois au président démocrate Woodrow Wilson en août 1915 où il fait état de sa lecture de la situation en Haïti<sup>[12]</sup>. Enfin, il sera question de se pencher sur la période 1920 et 1922, moment où la NAACP s'intéresse plus activement à la crise en Haïti et où Du Bois cède largement la place en regard du dossier haïtien à James Weldon Johnson. Comme nous l'avons déjà mentionné, en 1920 Johnson entreprit un voyage en Haïti. Les historiens américains ont généralement loué cette initiative<sup>[13]</sup>. En revanche, ils n'ont pas porté suffisamment d'attention au moment précis où s'est déroulé ce voyage, soit dans le contexte d'une élection présidentielle. Ce dernier segment tentera donc d'illustrer comment la NAACP, par l'entremise de Johnson, s'intéressera à Haïti en partie dans le but d'embarrasser le président démocrate sortant Woodrow Wilson, et ce, afin de former un accord avec le candidat républicain à la présidence, le sénateur Warren Harding. En s'attardant au contexte de la production d'œuvres anti-occupation, il nous apparaît que, quoique décisive dans la décision d'intervenir dans ce nouveau dossier d'ingérence américaine à l'étranger, la solidarité noire présente un portrait somme toute incomplet du travail de l'association. Il importe donc de comprendre ses diverses motivations dans un projet plus nuancé.

### ***L'avènement de la NAACP***

Afin de mieux saisir l'effort mené par la NAACP, il convient de s'attarder, même d'une façon très concise, à un bilan de l'organisation jusqu'à la crise de 1915 en Haïti. Fondée en 1909 à New York, la NAACP regroupait les efforts biraciaux de progressistes noirs et blancs<sup>[14]</sup>. Après le retrait

des troupes fédérales du Sud des États-Unis en 1877, la codification des lois Jim Crow qui imposait un statut de seconde classe aux Noirs américains et l'usage toujours plus important de la pratique du lynchage<sup>[15]</sup>, un véritable changement à la situation des Noirs américains demeurait largement impensable. L'avènement d'une organisation équipée du poids nécessaire pour défendre leur cause devenait impératif. Si certaines figures noires américaines comme Brooker T. Washington avaient proposé aux Afro-Américains de renoncer à leurs droits civiques pour des droits économiques et les avaient encouragés à ne pas ménager les efforts pour *mériter* le respect des Blancs<sup>[16]</sup>, les activistes œuvrant au sein de la NAACP ne prônaient aucun divorce entre les deux types de droit. Lorsque la NAACP fut mise en place et que W.E.B. Du Bois, le premier Noir récipiendaire d'un doctorat en histoire de l'Université de Harvard, rejoint son équipe en 1910, à titre de directeur de la publicité et de la recherche, l'alignement politique de l'organisation était bien militant et décidé<sup>[17]</sup>.

Lorsque le président Woodrow Wilson prit connaissance de la lettre de Du Bois, la NAACP s'était déjà prêtée à diverses activités. Elle avait tenté, en vain, de pousser Wilson à organiser une Commission nationale sur les problèmes raciaux en 1913<sup>[18]</sup>; la même année elle avait proposé une étude approfondie sur la question du lynchage, devenu un enjeu majeur dans le Sud du pays<sup>[19]</sup>. Au début de 1915, elle avait également entrepris une campagne contre la diffusion du film de D. W. Griffith *The Birth of a Nation* marquée par son racisme et son incitation à la violence contre les Noirs<sup>[20]</sup>. De plus, depuis l'inauguration de Wilson à la présidence en 1913, elle avait dénoncé la ségrégation raciale au département d'État<sup>[21]</sup>. Tandis que Du Bois écrivait à Wilson, il demeurait conscient de ces nombreux problèmes accablant la société américaine. Aussi, sa lettre au président reflète ces préoccupations.

#### **W.E.B. Du Bois à Wilson : Lettre du 3 août 1915**

Dans *Taking Haiti : Military Occupation and the Culture of U.S. Imperialism, 1915-1940* (2001), l'historienne Mary A. Renda soutient que jusqu'en 1920 avec l'enquête promulguée par James Weldon Johnson, Du Bois était l'un des rares Noirs américains à prendre position contre l'occupation américaine d'Haïti<sup>[22]</sup>. C'est une opinion que corrobore aussi l'historien Léon D. Pamphile qui utilise les nombreux écrits de Du Bois pour établir son opposition à saveur idéologique face à l'ingérence américaine<sup>[23]</sup>. Pourtant, une relecture de cette lettre démontre une pensée plus complexe de l'intellectuel afro-américain face à la question haïtienne.

Dans un court document, Du Bois se permit de faire trois suggestions au président sur sa politique étrangère en Haïti, toutes demandant une activité transparente et l'approbation des chefs d'État haïtiens<sup>[24]</sup>. Si cette lettre témoigne effectivement d'un intérêt singulier pour Haïti, elle ne suppose pas que Du Bois s'opposait *catégoriquement* à l'occupation du pays. En effet, il déclarait au début de son ébauche que Haïti n'était « pas si mal »<sup>[25]</sup> et que le pays avait su « contribuer dans une certaine mesure » à la cause humaine (en l'occurrence, des Noirs)<sup>[26]</sup>. En s'adressant au président, Du Bois soulignait l'état d'urgence en Haïti et encourageait une intervention américaine

pour « sauver Haïti d'elle-même »<sup>[27]</sup> .

Plus évocateur encore de la pensée de l'historien afro-américain, il estimait qu'une politique basée sur la collaboration et non pas la domination en Haïti serait « en quelque sorte un acte solennel de la réparation... pour les grands torts infligés par ce pays [les États-Unis] sur la race noire »<sup>[28]</sup> . Il apparaît évident qu'il faisait référence aux pratiques wilsoniennes à l'égard des Noirs américains. Tel qu'évoqué, Wilson avait refusé une Commission nationale sur les problèmes raciaux en 1913. Il était aussi resté généralement indifférent aux cris de la NAACP contre l'instauration de ségrégation raciale au département d'État tout au long de son mandat. De plus, le président n'avait pris aucune mesure pour contrer la multiplication des crimes violents contre les Noirs, dont le lynchage restait l'exemple le plus sanglant.

À titre d'un des rares intellectuels noirs américains qui avait publiquement endossé la campagne présidentielle de Woodrow Wilson en 1912, Du Bois prit comme un échec personnel la faillite du président sur les questions raciales<sup>[29]</sup> . Aussi, une politique extérieure en Haïti déployée avec le consentement de la classe politique haïtienne pourrait, selon Du Bois, permettre à l'administration Wilson de renouveler son image domestique et de prouver (jusqu'à un certain point) qu'elle n'était pas intolérante. Cette possibilité prit une forme plus explicitement plus tard dans sa lettre au président lorsque Du Bois affirmait ce qui suit : « Les États-Unis ont à travers le monde une réputation d'injustice étudiée envers les Noirs. Le parti politique dont vous êtes le candidat est historiquement le parti de l'esclavage des Noirs. N'est-ce pas là une occasion propice d'attaquer [...] ces hypothèses [...] ? »<sup>[30]</sup> .

À la lecture de ce passage, il est difficile d'affirmer que la solidarité raciale représentait l'unique motivation derrière la lettre au président Wilson. En fait, comme ses textes dans le journal officiel de l'association (*The Crisis*) jusqu'en 1920, l'occupation d'Haïti permit à Du Bois de forger des parallèles entre la condition des Noirs américains et la situation en Haïti à travers le prisme du racisme blanc et de l'intolérance.<sup>[31]</sup> Pareillement, le nouveau rôle des États-Unis en Haïti devint un véhicule par lequel Du Bois témoignait de son mécontentement de la situation domestique. S'il n'est nullement entendu par ces dernières remarques que tout l'effort déployé par Du Bois devrait être perçu comme une activité partisane cachant des intérêts propres, elles démontrent qu'il faut toutefois mieux circonscrire l'idée de la solidarité raciale afin d'appréhender le projet de la NAACP comme étant imprimé par les réalités sociales des États-Unis.

Bien que Du Bois écrivit à quelques reprises sur Haïti dans le *Crisis* et qu'il exposa son opposition de façon plus prononcée dans certains articles,<sup>[32]</sup> il le fit généralement en suivant les lignes directrices exposées dans sa lettre à Wilson, soit toujours avec le souci d'user de l'occupation américaine d'Haïti pour ouvrir une discussion plus large sur les politiques domestiques du pays à l'endroit des Noirs américains, et ce, tout en supposant qu'une occupation basée sur la coopération ne pourrait être néfaste à Haïti. Les réalités sociales aux États-Unis rattrapèrent pourtant l'intellectuel noir. Déjà en 1917, Haïti disparaissait des pages du magazine mensuel. L'entrée en guerre des États-Unis et, plus tard, le rôle des Noirs américains dans ce conflit devinrent rapidement des sujets d'intérêts insolites au sein de la NAACP<sup>[33]</sup> .

### **La solidarité raciale pendant l'entre-deux-guerres**

La fin de la Grande Guerre (1914-1918) devait se traduire par un enthousiasme de tous les côtés de l'Atlantique par le « Nouveau Monde » qu'elle promettait. Pour les Noirs américains, dont 370000 avaient servi leur pays en France<sup>[34]</sup>, le dénouement de cette guerre et le retour aux États-Unis soulignaient d'abord la possibilité d'occuper une nouvelle place au sein de la société américaine. L'illusion ne dura pourtant pas longtemps. Déjà en 1919, une série d'émeutes raciales touchèrent plusieurs villes américaines<sup>[35]</sup>, dont l'une des plus importantes à Chicago pendant l'été de cette même année. Alors dans son deuxième mandat, le sort des noirs américains fut bien loin des inquiétudes de Wilson, à l'époque préoccupé par la question de l'adhésion des États-Unis à la Société des Nations et bientôt affaibli par un accident vasculaire cérébral (AVC). Quelque chose avait changé pourtant. D'après l'avocat et poète James Weldon Johnson, qui avait rejoint la NAACP en 1916, le Noir américain de l'après-guerre était un « *New Negro* » plus affirmé dans la défense de ses droits<sup>[36]</sup>. Il n'était plus soumis à la philosophie de Booker T. Washington. Il n'acceptait plus aussi aisément son statut de citoyen de second ordre.

Selon l'historienne américaine Brenda Gayle Plummer, ce fut dans ce contexte que la NAACP et ses membres repensèrent l'occupation d'Haïti à travers la grille de lecture d'une solidarité raciale internationaliste<sup>[37]</sup>. Si Du Bois apparaissait comme un érudit plus ou moins solitaire en 1915, en 1920 d'autres imitèrent ses efforts, dont James Weldon Johnson. Les historiens et les critiques littéraires conçoivent communément l'importance du panafricanisme dans les années 1920. Dans *The Practice of Diaspora : Literature, Translation, and the Rise of Black Internationalism* (2003), Brent Hayes Edwards, professeur d'anglais et de littérature comparée, parle bien du « *Black internationalism* » pour décrire cette décennie<sup>[38]</sup>. De Londres aux États-Unis, de Cuba à Paris, partout les individus racisés et s'identifiant comme Noirs développèrent une nouvelle conscience d'eux-mêmes et du monde qui les entoure. C'est dans un cadre qui reconnaît la solidarité noire comme un moteur d'action que les historiens américains ont généralement interprété le travail de Johnson dans la cause de la souveraineté haïtienne. Le reste de ce texte tentera de décloisonner cette hypothèse et de démontrer qu'une fois de plus, au-delà des considérations diasporiques, le travail de Johnson, comme celui de Du Bois, s'inscrivait aussi bien dans une perspective qui répondait à de nombreuses réalités domestiques.

### **James Weldon Johnson et Haïti**

C'est le 27 février 1920 que James Weldon Johnson parvint aux côtes haïtiennes<sup>[39]</sup>. Suivant des nombreuses discussions avec le corps politique haïtien, il préparait une série d'articles remettant en cause l'occupation du pays<sup>[40]</sup>. De retour aux États-Unis, il publia ses recherches entre le 28 août et le 20 septembre 1920<sup>[41]</sup> dans le journal progressiste *The Nation* autour d'une série de quatre articles intitulés « l'autodétermination d'Haïti »<sup>[42]</sup>.

Comme le note Lindsay J. Twa, les articles de Johnson représentaient l'un des premiers efforts cohérents d'exposer la réalité violente de l'occupation américaine d'Haïti<sup>[43]</sup>. Dans ses quatre rubriques, Johnson, qui s'était pourtant prononcé publiquement en faveur de l'occupation d'Haïti en 1915<sup>[44]</sup>, indiquait maintenant qu'il s'agissait d'une expression de l'impérialisme américain dont l'unique but était de satisfaire les ambitions économiques de l'oncle Sam. En plus de relever des problèmes de pillage économique, en partie orchestrés par la City Bank de New York<sup>[45]</sup>, Johnson établit aussi que l'intolérance était généralisée chez les Marines américains à l'égard des Haïtiens. Au dire du Secrétaire de la NAACP, cette violence avait causé la mort de 3000 Haïtiens depuis 1915<sup>[46]</sup>. Pour Mary A. Renda, les efforts de Johnson permirent de changer l'opinion publique sur l'occupation d'Haïti<sup>[47]</sup> et avivèrent l'intérêt de plusieurs activistes pour la cause de la souveraineté d'Haïti<sup>[48]</sup>.

Que la question de l'occupation américaine d'Haïti soit devenue aussi centrale en 1920 n'est pas anodin. L'époque wilsonienne qui tirait à sa fin fut marquée par une grande vague de violences dirigées contre les noirs américains. Si, comme soulevé plus tôt, ceux-ci se montraient moins tolérants qu'avant le conflit de 1914, il n'en demeure pas moins qu'aucune décision dans les paliers gouvernementaux ne permettait de limiter cette violence et qu'ils demeuraient ainsi toujours aussi vulnérables. Enfin, pour plusieurs Noirs américains comme Johnson, l'année 1920, année d'élection présidentielle, promettait un retour vers un gouvernement républicain qui peut-être, à l'inverse des Démocrates, serait plus susceptible de s'intéresser au sort des Afro-Américains.

Ainsi, il importe maintenant de se questionner, à savoir comment la NAACP, qui depuis ses premiers jours connaissait des difficultés économiques, put financer le voyage de Johnson en Haïti. Eugène D. Levy, biographe de Johnson, soutient que les frais de voyage furent vraisemblablement payés par le parti républicain<sup>[49]</sup>. Il semble juste d'entretenir cette hypothèse puisque Johnson, avocat de formation<sup>[50]</sup>, puis ancien consul américain au Venezuela pendant l'administration du républicain Theodore Roosevelt<sup>[51]</sup>, était bien connu du parti<sup>[52]</sup>, et discutait déjà d'une mission en Haïti avec Roosevelt en 1918.<sup>[53]</sup> Après deux mandats consécutifs entre 1901 et 1909, l'ex-président américain entretenait l'idée de poser sa candidature pour l'élection de 1920<sup>[54]</sup>. Aussi, une commission sur la situation en Haïti qui pourrait porter atteinte à l'image de ses adversaires démocrates ne semblait pas déplaire à l'ancien homme d'État<sup>[55]</sup>. Tandis que le processus de discussion pour une telle commission s'avérait lent et que Roosevelt succomba à des problèmes de santé en janvier 1919, l'élection présidentielle à venir allait porter en elle une marque très nette pour l'achèvement du projet.

### ***James Weldon Johnson et Warren Harding***

Une analyse des documents de la NAACP de cette période démontre en effet que ce qui pourrait être qualifié d'alliance fut forgé entre les républicains avec leur candidat vedette, le sénateur Warren Harding et la NAACP à travers la figure de Johnson. L'année 1920,

particulièrement à partir du retour de Johnson aux États-Unis, fut lourde pour le calendrier des deux hommes. Warren Harding, sénateur de l'Ohio, ne s'était guère préoccupé dans le passé de l'état des choses en Haïti. Pourtant, la république tropicale se retrouvera au cœur de plusieurs critiques envers les Démocrates.

La polémique sur l'ingérence démocrate en Haïti débuta dans les faits avant même la publication des articles de Johnson. Huit jours avant le début de la série proposée par Johnson dans le *Nation*, le *New York Times* rapportait que le démocrate Franklin D. Roosevelt, qui à l'époque était Secrétaire adjoint de la Marine, avait ouvertement admis le 18 août 1920<sup>[56]</sup>, qu'il était l'auteur de la nouvelle Constitution haïtienne<sup>[57]</sup>. Harding qui avait déjà rencontré James Weldon Johnson à Marion en Ohio le 9 août 1920<sup>[58]</sup>, ne perdit pas de temps. À peine Roosevelt tentait de démentir les allégations du *Times* que le sénateur républicain se prononçait déjà sur la question le 28 août devant une foule en Ohio : « Si je devais être élu président de cette juste et honorable république » disait-il « jamais je ne donnerai le pouvoir au Secrétaire adjoint de la Marine d'écrire une constitution pour nos malheureux voisins des Antilles »<sup>[59]</sup>. Il était évident que Harding faisait référence à la rédaction d'une nouvelle constitution haïtienne. Harding prit plaisir à utiliser cet incident. Dans un autre discours toujours en Ohio le 17 septembre 1920, Harding parlait des propos de Roosevelt comme une admission publique du département d'État du « viol » d'Haïti sous les ordres des Démocrates<sup>[60]</sup>. Pour sa part, Johnson était ravi. Dans une lettre adressée au candidat à la présidence datée du 21 septembre 1920, Johnson se réjouit non seulement du succès de ses articles, mais du travail mené par Harding dans l'affaire avec Roosevelt. L'administration Wilson, disait-il à Harding, était désormais sur la défensive; aussi, il espérait que le candidat à la présidence continuerait à les vexer<sup>[61]</sup>. La double controverse à la fois sur les allégations concernant l'écriture de la constitution haïtienne et celle sur les mauvaises pratiques des Marines en Haïti survenues grâce à la parution des articles de Johnson embarrassèrent effectivement les Démocrates au point de contraindre Josephus Daniels, le Secrétaire de la Marine des États-Unis, d'enquêter sur les troupes en Haïti<sup>[62]</sup>. Si cette enquête blanchit l'ensemble des Marines<sup>[63]</sup>, elle démontre tout de même l'ampleur qu'avait prise l'occupation d'Haïti dans le panorama politique américain.

Le 2 novembre 1920, Warren Harding était élu président des États-Unis. Bien qu'il serait inexact de conclure que la polémique sur l'occupation haïtienne était d'une façon ou d'une autre responsable du succès aux urnes de l'ancien sénateur républicain, il importe tout de même de souligner que cette controverse devint un enjeu politique pendant cette campagne présidentielle précisément grâce à la complicité entre Johnson et Harding.

L'affaire haïtienne avait, dans une certaine mesure, aidé la NAACP dans son objectif de devenir l'association civique pour la défense des droits des Noirs la plus visible aux États-Unis. En ce sens, il existait d'autres organisations avec un mandat similaire, comme l'*Institut Tuskegee* (anciennement présidé par Brooker T. Washington décédé en 1915) et l'organisation transnationale de la *Universal Negro Improvement Association*(UNIA) dirigée par l'immigrant jamaïcain Marcus Garvey. Si l'*Institut Tuskegee*, fondé en 1881 ne faisait plus ombre à la NAACP, car son nouveau dirigeant Robert Russa Moton ne réussit jamais à incarner le charisme du défunt

Washington<sup>[64]</sup>, l'UNIA posait sérieusement problème à la NAACP. D'une part, parce que W.E.B. Du Bois et Marcus Garvey se livraient déjà une guerre ouverte sur le plan idéologique au début des années 1920<sup>[65]</sup>, mais, d'autre part, puisque contrairement à la NAACP qui croyait fermement que la défense des droits civiques des Noirs américains concernait l'ensemble des Américains (y compris les Blancs), l'UNIA refusait de tels compromis et promulguait un activisme pro-noir<sup>[66]</sup>. La question haïtienne qui avait permis un rapprochement entre les Républicains et la NAACP avait donc également concouru à solidifier la position de l'association aux États-Unis.

### *L'après élection*

Quoique l'occupation d'Haïti eût servi dans une mesure notable à mieux légitimer la place de la NAACP aux États-Unis, l'organisation ne coupa pas tout rapport avec le pays à la suite de l'inauguration du nouveau président. Cependant, ces nouvelles activités étaient plutôt symboliques et ne constituèrent jamais une priorité pour l'association<sup>[67]</sup>.

La relation privilégiée entre le président Harding et la NAACP ne devait pas non plus être éternelle. Déjà vers la fin de l'année 1921, cet accord subsistait difficilement. Contrairement aux attentes de Johnson, une fois l'élection gagnée, Harding semblait peu disposé à adopter des mesures concrètes pour donner satisfaction à la NAACP. Alors que contrairement à Woodrow Wilson, lorsqu'elle fut proposée, il avait laissé sous-entendre un certain enthousiasme pour une Commission nationale sur les problèmes raciaux, Du Bois notait que rien n'avait encore été fait pour réaliser un tel projet<sup>[68]</sup>. Plus révélateur encore, le gouvernement républicain ne prit aucune mesure pour contrer la violence contre les Noirs à la suite de l'émeute raciale et meurtrière de Tulsa en Oklahoma les 31 mai et 1er juin 1921<sup>[69]</sup>.

Cette détérioration des relations entre Harding et la NAACP devait finalement aussi se refléter dans la question haïtienne. Une commission sénatoriale sur l'occupation américaine d'Haïti, qui avait été encouragée par la NAACP et où Johnson témoigna, fut bien mise en place<sup>[70]</sup>. Si celle-ci conclut que certains abus avaient été commis, elle maintenait toutefois que l'occupation avait généralement bénéficié au pays et ainsi les États-Unis devaient poursuivre leur mission avec quelques réformes<sup>[71]</sup>. L'une de ces réformes fut la création du poste de Haut-Commissaire en Haïti attribué au général John B. Russell<sup>[72]</sup>.

À compter de 1922, Haïti et son occupation occupèrent une place de plus en plus marginale dans les activités de l'association tant les problèmes sociaux aux États-Unis qui demandaient son attention se multipliaient. Plusieurs facteurs expliquent cette réalité : notons principalement la réorganisation de l'occupation sous l'administration Harding et sous son successeur Calvin Coolidge (qui prit le pouvoir dès 1923 à la suite d'une crise cardiaque qui coûta la vie au président républicain), mais également, la collusion entre le président haïtien Louis Borno et le Haut-Commissaire en Haïti, John B. Russell<sup>[73]</sup>. Dans de telles conditions, le retrait marqué de la NAACP dans la question haïtienne s'avère peu surprenant.



Finalement, ce fut le 6 juillet 1934, lors de sa visite en Haïti (comme partie intégrale de la politique du « Bon Voisinage ») que le président démocrate Franklin D. Roosevelt annonça le retrait des Marines américains du sol haïtien<sup>[74]</sup>. Le 5 août 1934, l'occupation d'Haïti prit réellement fin. Dans son rapport annuel pour l'année 1934, la NAACP vantât son travail pour la restauration de la souveraineté haïtienne et félicitait ses efforts entre autres, pour avoir mené une série d'articles sur l'occupation en 1920<sup>[75]</sup>. L'association semblait avoir oublié la position plus ambivalente qu'elle avait adoptée dans le passé.

\*\*\*\*\*

En définitive, l'ambition centrale de cet article fut de nuancer la thèse de la solidarité raciale et de repenser (sans pour autant répudier) son poids dans les efforts anti-occupation déployés par la NAACP entre 1915 et 1922. Il a été établi que si en effet, un sentiment diasporique indéniable a contribué à l'intérêt de l'association pour Haïti, un regard posé sur la situation politique américaine pendant cette même période relève tout de même que les intentions de la NAACP étaient multiples et répondaient également à un agenda domestique. Au moment où aux États-Unis se multiplient les départements d'études africaines et d'études diasporiques, cet exposé rappelle l'impasse que peut poser cette position idéologique qui voudrait voir tout rapport entre Noirs du Nouveau Monde et/ou de l'Afrique comme une simple rencontre entre groupes racisés. Sans démentir l'importance de la solidarité, cette brève analyse a tenté de rappeler l'intérêt de percevoir tous acteurs historiques comme complexes possédant des motivations dépassant souvent les cadres d'analyse trop rigides. Il reste encore à repenser l'épineuse question de l'identité dans une perspective historique et comprendre comment celle-ci peut s'articuler (ou non) comme une invitation au militantisme.

---

[1] Brenda Gayle Plummer, *Haiti and the United States: The Psychological Moment*, Athens, University of Georgia Press, 2003, p. 91.

[2] *Ibid.*

[3] Kenneth Joseph Grieb, *The Latin American Policy of Warren G. Harding*, Fort Worth, Texas

Christian University Press, 1976, p. 85.

[4] *Ibid.*

[5] Entre la fin de la guerre hispano-américaine en 1898 et l'avènement de la Première Guerre mondiale, la politique étrangère des États-Unis envers l'Amérique latine fut marquée par son caractère impérialiste. Pendant cette période, Washington déploya des troupes (soit pour « restaurer » l'ordre politique soit pour intervenir plus directement avec une occupation militaire) au Panama en 1903, en République Dominicaine en 1905 puis 1916, au Nicaragua en 1909 et 1912, et finalement, en Haïti dès 1915. Voir Hans Schmidt, *The United States Occupation of Haiti, 1915-1934*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1995, p. 5.

[6] John W. Blassingame, « The Press and American Intervention in Haiti and the Dominican Republic, 1904-1920 », *Caribbean Studies*, 9, 2, 1969, p. 29-30.

[7] *Ibid.*

[8] Lisa G. Materson, « African American Women's Global Journeys and the Construction of Cross-Ethnic Racial Identity », *Women's Studies International Forum*, 32, 1, 2009, p. 39.

[9] *Ibid.*

[10] Michael Largey, *Vodou Nation: Haitian Art Music and Cultural Nationalism*, Chicago, Texas University of Chicago Press, 2006, p. 57.

[11] Voir à titre d'exemple Felix Jean-Louis, « Harlemites, Haitians and the Black International: 1915-1934 », Mémoire de maîtrise (histoire), Florida International University, 2014, 92.

[12] Si Du Bois utilisa également l'organe journalistique de la NAACP (*The Crisis*) pour exposer sa vision sur le dossier haïtien, afin d'offrir une analyse succincte, notre travail portera principalement sur cette lettre. En effet, Du Bois y propose des réflexions similaires à celle présentées plus tard dans ses quelques textes éditoriaux pour le *Crisis* jusqu'en 1920.

[13] Leon D. Pamphile, « The NAACP and the American Occupation of Haiti », *Phylon*, 47, 1, 1986, p. 92

[14] Sur l'histoire de la NAACP, voir Charles Flint Kellogg, *NAACP : A History of the National Association for the Advancement of Colored People, 1909-1920*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1973, p. 1-31.

[15] Voir Amy Louise Wood, *Lynching and Spectacle: Witnessing Racial Violence in America, 1890-1940*, (Chapel Hill, NC: The University of North Carolina Press, 2009), p. 1.

[16] Robert L. Jack, *History of the National Association for the Advancement of Colored People*, Boston, Meador Publishing Company, 1943, p.1.

[17] Charles Flint Kellogg, *Op. cit.*, p. 156.

[18] *Ibid.*, p. 159.

[19] Selon une enquête sur le lynchage réalisée en 1913 par Ida Wells Barnett, une agente de la NAACP, 25 % de tous les hommes noirs lynchés ont été sauvagement assassinés pour des viols présumés ou des tentatives de viols. Voir Robert L. Jack, *Op. cit.*, p. 27.

[20] Charles Flint Kellogg, *Op. cit.*, p. 144.

[21] *Ibid.*, p. 161-163.

[22] Mary A. Renda, *Taking Haiti: Military Occupation and the Culture of U.S. Imperialism, 1915-1940*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, p. 19.

[23] Leon D. Pamphile, *Haitians and African Americans: A Heritage of Tragedy and Hope*, Gainesville, University Press of Florida, 2001, p. 104.

[24] W. E. B. Du Bois à Woodrow Wilson, 3 août 1915, W. E. B. Du Bois Papers, Special Collections and University Archives, University of Massachusetts Amherst Libraries, 2. <<http://credo.library.umass.edu/view/collection/mums312>>.

[25] *Ibid.*, p. 1.

[26] *Ibid.*

[27] *Ibid.*

[28] *Ibid.*

[29] Charles Flint Kellogg, *Op. cit.*, p. 156.

[30] W. E. B. Du Bois à Woodrow Wilson, 3 août 1915, p. 2-3. Traduction de l'auteure.

[31] Voir à titre d'exemple, W.E.B. Du Bois, « Haitian and Other Savages », *The Crisis*, 11, 1, 1915, p. 30.

[32] Par exemple, W.E.B. Du Bois, « Developments in the Haitian Situation », *The Crisis*, 21, 1, 1920, p. 25.

[33] Charles Flint Kellogg, *Op. cit.*, p. 249.

[34] Brent Hayes Edwards, *The Practice of Diaspora : Literature, Translation, and the Rise of Black Internationalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2003, p. 3.

[35] Voir Cameron McWhirter, *Red Summer: The Summer of 1919 and the Awakening of Black America*. New York, Macmillan Publishers, 2011, p. 18-25.

[36] Eugene D. Levy, *James Weldon Johnson, Black Leader, Black Voice*, Chicago, University of Chicago Press, 1973, p. 202.

[37] Brenda Gayle Plummer, *Loc. cit.*, p. 131.

[38] Brent Hayes Edwards, *Op. cit.*, p. 5-7.

[39] Peter James Hudson, « The National City Bank of New York and Haiti, 1909 – 1922 », *Radical History Review*, 115, 2013, p 91.

[40] Lindsay J. Twa, *Visualizing Haiti in U.S. Culture, 1910–1950*, Burlington, Ashgate Publishing, 2014, p. 22.

[41] *Ibidem*.

[42] Traduction de l'auteure, titre original « *Self-Determining Haiti*. »

[43] Lindsay J. Twa, *Op. cit.*, p. 22.

[44] Eugene D. Levy, *Op. cit.*, p. 202.

[45] Mary A. Renda, *Op. cit.*, p. 190.

[46] Lindsay J. Twa, *Op. cit.*, p. 22.

[47] S'il demeure difficile d'établir que l'occupation américaine d'Haïti a réellement influencé le vote noir américain lors de l'élection présidentielle de 1920, selon un sondage mené par la NAACP la même année, Haïti était maintenant au quatrième rang des préoccupations de ce groupe. Voir Megan Ming Francis, *Civil Rights and the Making of the Modern American State*, New York, Cambridge University Press, 2014, p. 26.

[48] Mary A. Renda, *Op. cit.*, p. 191.



[49] Eugene D. Levy, *Op. cit.*, p. 203–204.

[50] William E. Gibbs, « James Weldon Johnson: A Black Perspective on 'Big Stick' Diplomacy », *Diplomatic History* 8, 4, 1984, p. 334.

[51] *Ibid.*, p. 332.

[52] Eugene D. Levy, *Op. cit.*, p. 99.

[53] *Ibid.*, p. 204.

[54] *Ibidem.*

[55] Leon D. Pamphile, *Op cit.*, p. 109.

[56] James Weldon Johnson à Warren Harding, 18 octobre 1920, NAACP Papers Part 11, Ser. B, Reel 8.

[57] « Roosevelt Declares He Himself Had Two Until Last Week, Referring to Minor Republics », *New York Times*, 19 août, 1920.

[58] Megan Ming Francis, *Civil Rights and the Making of the Modern American State*, New York, Cambridge University Press, 2014, p. 82-83.

[59] Warren Gamaliel Harding, *Speeches of Senator Warren G. Harding of Ohio: Republican Candidate for President ; from His Acceptance of the Nomination to October 1, 1920*, New York, Republican National Committee, 1920, p. 89-90. Traduction de l'auteure.

[60] *Ibid.*, p. 183–184.

[61] James Weldon Johnson à Warren Harding, September 21, 1920. NAACP Papers Part 11, Ser. B, Reel 8.

[62] « Daniel Orders Inquiry and Punishment », *New York Times*, 16 octobre 1920, p. 1.

[63] Eugene D. Levy, *Op. cit.*, p. 210.

[64] Jacqueline M. Moore, *Booker T. Washington, W.E.B. Du Bois, and the Struggle for Racial Uplift*, Wilmington, Rowman & Littlefield Publishers, 2003, p. 115.

[65] Voir E. David Cronon et John Hope Franklin, *Black Moses : The Story of Marcus Garvey and the Universal Negro Improvement Association*, Madison, University of Wisconsin Press, 1960, p. 192.

[66] *Ibidem.*

[67] Notons au passage certaines de celles-ci. En février 1921, la NAACP accueillait l'Union patriotique, une association haïtienne pour la sauvegarde de la souveraineté de la république, aux États-Unis. Trois mois plus tard, la NAACP aidait à publier un mémoire sur l'occupation américaine écrit par l'Union patriotique. En septembre 1921, James Weldon Johnson soutenait la société pour l'Indépendance d'Haïti et la République dominicaine (Haiti-Santo Domingo Independence Society), alors elle aussi sous occupation américaine. Bien que la société ne semblait pas dotée d'un agenda très ambitieux et fut rapidement oubliée, elle témoigne toute d'un même d'une conscience toujours touchée par la question de l'occupation. Voir Lyns-Virginie Belony, « Between Pragmatism and the Defense of a 'Sister State': The National Association for the Advancement of Colored People and the U.S. Occupation of Haiti, 1915-1922 », Mémoire de

maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2015, p. 87.

[68] Richard B. Sherman, « The Harding Administration and the Negro: An Opportunity Lost », *The Journal of Negro History*, 49, 3, 1964, p. 157.

[69] Megan Ming Francis, *Op. cit.*, p. 88.

[70] Alan McPherson. *The Invaded: How Latin Americans and Their Allies Fought and Ended U.S. Occupations*, Athens, Oxford University Press, 2014, p. 59.

[71] United States Congress Senate Select Committee on Haiti and Santo Domingo, *Inquiry into Occupation and Administration of Haiti and Santo Domingo*, Government Printing Office, 1922, <http://archive.org/details/inquiryintooccu00conggooq> (Consulté le 19 août 2015).

[72] Hans Schmidt, *Op. cit.*, p. 124.

[73] *Ibid.*, p. 15.

[74] Donald B. Cooper, « The Withdrawal of the United States from Haiti, 1928-1934 », *Journal of Inter-American Studies*, 5, 1, 1963, p. 90.

[75] Leon D. Pamphile, *Op. cit.*, p. 100.